

Intervention 4 avril 2024

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le secteur social et médico-social sont aujourd'hui dans une situation de crise, comme dans la santé. On y met en place les mêmes outils de tarification à l'activité, les mêmes méthodes de management délétères, les moyens sont drastiquement diminués et comme à l'hôpital, le personnel fuit la perte de sens du travail, que ce soit dans les EHPAD ou dans les services et établissements sociaux et médico-sociaux. Pour les résidents, ce manque de personnel entraîne une perte de repères qui peut limiter les progrès, ou accentuer des troubles du comportement.

Dans la santé, c'est l'ambulatoire à tout prix, dans le handicap c'est l'inclusion à tout prix, mais dans les 2 cas, les concerné.es n'ont pas le choix et doivent s'adapter. Dans les 2 cas, Il s'agit de faire des économies : le coût d'un enfant à l'école c'est 8000 € par an alors qu'en IME (Institut Médico Educatif) c'est 50 000€ /an.

Le résultat ce sont 30 000 enfants porteurs de handicap qui sont sans solution, dont les familles attendent des années une place dans un établissement spécialisé, ou doivent placer leur enfant à l'étranger.

Cette politique de l'inclusion, elle reste un vain mot puisque les moyens ne sont pas mis : les AESH, sous payées malgré leurs responsabilités, manquent partout. Avec un enfant handicapé au domicile, il faut souvent diminuer son temps de travail, voir arrêter de travailler, adapter son logement quand on le peut, trouver des professionnels de rééducation...un vrai parcours du combattant.

En Indre et Loire, le Collectif 37 Alerte Enfance en Danger, dénonce l'abandon de centaines d'enfants dans notre département et appelle à se rassembler devant l'ARS le 10 avril. Nous sommes solidaires des revendications des professionnels du secteur social et médico-social, et de l'éducation nationale, nous voulons des moyens pour la santé, le social et le médico-social, pas pour les actionnaires et pas pour faire la guerre.